

Séance du 16 décembre 2021

Date de convocation : 6 décembre 2021  
Date d'affichage : 6 décembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES :  
Afférents au Conseil Communautaire : 41  
En exercice : 41  
Qui ont pris part à la délibération : 29  
Nombre de voix exprimé : 39

L'an deux mille vingt et un et le seize décembre,

À dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Communautaire de cette Communauté de Communes, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Robert TCHOBDRENOVITCH, Président,

**Présents** : Robert TCHOBDRENOVITCH, François BONNET, Jean-Luc BOREL, Jean-Marc BRABANT, Romain BRETTE, Géraud DE SABRAN PONTEVES, Alain DE VILLEBONNE, Rose-Marie DUMONTIER, Marc DUVAL, Mylène GARCIN, Alain GOUIRAND, Alain GUEYDON, Marc JAUBERT, Samantha KHALIZOFF, Franck LAROCHE, Nathalie LE BOUC, Jean-François LOVISOLO, Séverine MAUGAN-CURNIER, Eve MAUREL, Karine MOURET, Jacques NATTA, Josiane PANATTONI, Michel PARTAGE, Béatrice PAUMIER-LALLEMAND, Joëlle RICHAUD, Jean-Louis ROBERT, Nicolas SALERNO, Catherine SERRA, Michel SIMOS.

**Procurations de** : Geneviève JEAN à Karine MOURET, Gregory RISBOURG à Robert TCHOBDRENOVITCH, Emilie BASTIE à Jean-Marc BRABANT, Valérie GRANGE à Marc JAUBERT, Brigitte MARGAILLAN à François BONNET, Pierre AUBOIS à Rose-Marie DUMONTIER, Mariane DOMEIZEL à Jean-François LOVISOLO, Bernadette VITALE à Robert TCHOBDRENOVITCH, Josiane GIRAUDON à Catherine SERRA, Richard ROUZET à Jean-Louis ROBERT.

**Absents et excusés** : Philippe EGG, Anne-Marie DAUPHIN,

Madame Samantha KHALIZOFF est nommée secrétaire de séance

**OBJET DE LA DELIBERATION N°2021-121**  
**Convention de mise à disposition du service commun de COTELUB pour l'instruction**  
**des autorisations d'urbanisme**  
**avec gestion des pièces complémentaires au service instructeur**

Rapporteur : Robert Tchobdrenovitch

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 5211-4-2 ;  
Vu le code de l'urbanisme ;  
Vu la délibération n°2014-086 du 11 décembre 2014 créant le service commun ADS ;  
Vu la délibération 2016-015 du 10 mars 2016 approuvant le rapport de la CLECT ;  
Vu le procès-verbal de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 24 février 2016 ;  
Vu les statuts de COTELUB.

Considérant ce qui suit :

En 2014, COTELUB a créé un service commun pour l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Des conventions ont alors été signées par les communes adhérentes, prévoyant que le calcul du coût du service commun pour l'instruction des autorisations d'urbanisme de COTELUB est composé d'une part fixe, indexée sur la population communale et d'une part variable sur le nombre de dossiers instruits par le service instructeur.

Cette part fixe a été intégrée dans l'attribution de compensation et figée par la CLECT du 24 février 2016.

Le coût du service a évolué depuis 2016, mais aucune actualisation n'a été faite et cette évolution a été prise en charge par COTELUB.

Afin de régulariser cette situation nous proposons de modifier les dispositions financières de la convention et de facturer cette hausse aux communes au prorata de leur nombre d'habitants en même temps que la part variable.

Il est en outre prévu une convention spécifique prévoyant que le service instructeur mutualisé met à disposition des communes qui le souhaitent la possibilité de gérer en direct toutes les missions d'instruction et notamment la gestion des pièces complémentaires.

Ainsi, les articles 3 et 4 de la convention sont modifiés et les missions inhérentes aux demandes de pièces complémentaires, majorations et modifications de délai d'instruction ainsi que les classements sans suite des dossiers reviennent au service instructeur de COTELUB.

En conséquence, une nouvelle convention est proposée aux communes.

Monsieur le Président propose au conseil communautaire :

- D'approuver la convention de mise à disposition du service commun pour l'instruction des autorisations d'urbanisme, avec pièces complémentaires ;
- D'autoriser Monsieur le Président à signer la convention avec chaque commune adhérente ;
- D'autoriser Monsieur le Président à accomplir toutes les formalités et signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la délibération

Le conseil communautaire ouï cet exposé et, après en avoir délibéré, décide :

- **D'approuver** la convention de mise à disposition du service commun pour l'instruction des autorisations d'urbanisme, avec pièces complémentaires ;
- **D'autoriser** Monsieur le Président à signer la convention avec chaque commune adhérente ;
- **D'autoriser** Monsieur le Président à accomplir toutes les formalités et signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jours mois et an susdits.

Par : 39 voix POUR - Unanimité des suffrages exprimés

Robert TCHOBDRENOVITCH  
Président

